

France/Journalistes de RFI tués au Mali en 2013

L'ex-président Hollande confronté à ses confidences embarrassantes

AFP
Paris/France

Il a été entendu hier comme témoin par les juges parisiens.

QUE savaient réellement les hauts responsables de l'Etat français des circonstances de l'assassinat de deux journalistes de RFI en 2013 au Mali ? Devant les juges parisiens, l'ex-président français François Hollande a dû s'expliquer sur ses confidences troublantes à des journalistes, a appris l'AFP hier de sources proches du dossier. Le 11 janvier, l'ancien président s'est rendu discrètement au tribunal de Paris pour être entendu comme témoin par les juges d'instruction Jean-Marc Herbaut et David de Pas qui enquêtent sur l'enlèvement des journalistes Ghislaine Dupont, 57 ans, et Claude Verlon, 55 ans, alors qu'ils étaient en reportage pour Radio France Internationale à Kidal, dans le nord-est du Mali. L'ancien patron de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) française, Bernard Bajolet, a également été entendu, le 10 décembre. Le 2 novembre 2013, des militaires français avaient découvert le corps des reporters français, exécutés par balle, près du pick-up des ravisseurs tombé en panne, selon les enquêteurs qui privilégient la thèse d'un enlèvement raté par un groupe jihadiste. L'association partie civile "Les amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon" avait réclamé en novembre ces

auditions, déconcertée par des propos prêtés à François Hollande et à Bernard Bajolet lors d'apartés avec des journalistes, suggérant qu'ils détenaient des informations ne correspondant pourtant pas à l'état des investigations. Au final, les démentis qu'ils ont apportés dans leurs dépositions, dont a eu connaissance l'AFP, ont fait redoubler l'inquiétude des parties civiles.

"Soit l'ancien président de la République et l'ancien directeur de la DGSE mentent de concert, soit ils se sont crus autorisés à raconter n'importe quoi. Et dans un dossier aussi sensible et douloureux, je ne sais finalement ce qui est le plus inquiétant : leur légèreté oratoire ou leur volonté d'obstruer la manifestation de la vérité", a réagi hier auprès de l'AFP Marie Dosé, avocate de l'association.

Les doutes ont notamment émergé d'une conversation en "off" entre l'ex-président Hollande et des collègues des reporters tués, le 19 octobre 2018.

Dans cet entretien, résumé les juges, il aurait expliqué "sur le ton de l'évidence (...) que les otages avaient été tués" parce que les ravisseurs "avaient paniqué" en se sachant "suivis par un hélicoptère". Or, comme l'ont rappelé les magistrats, la présence d'un aéronef de l'armée française survolant la zone dès l'enlèvement n'est pas établie.

"Peut-être me suis-je mal exprimé ou les journalistes m'ont-ils mal compris", a avancé François Hollande affirmant avoir voulu "exprimer (sa) compassion" à



Photo : AFP

Devant les juges, l'ancien président François Hollande n'a pas semblé avoir conservé de souvenirs précis au sujet de ses confidences de naguère sur l'assassinat au Mali de deux journalistes de RFI.

quelques jours du cinquième anniversaire du drame.

"Ce que je voulais dire (...) c'est qu'il n'y a eu (...) aucun échange de tirs entre les militaires (français) et les terroristes", a rectifié l'ex-président, balayant la thèse de "certains journalistes" sur une prétendue faute de l'armée et des services de renseignements.

"MAUVAISES INTERPRÉTATIONS" • Les juges français l'ont aussi interrogé sur une mystérieuse écoute téléphonique qu'il aurait évoquée le 7 décembre 2013 dans une confidence à un journaliste de RFI, par la suite rapportée à la justice, mais sujette, là encore, à "de mauvaises interprétations", selon lui. Ce jour-là, il aurait dit, selon la retranscription du journaliste : "On a entendu

une conversation après le drame dans laquelle" un probable "commanditaire reprochait à un membre du commando d'avoir détruit la marchandise". Or l'enquête n'a jamais permis de trouver trace de cette écoute.

Cinq ans plus tard, M. Hollande n'a plus "de souvenir" de cette conversation. A-t-il eu connaissance d'interceptions ? "Non je ne crois pas".

Cette écoute, l'ancien chef de la DGSE semblait pourtant la confirmer encore récemment.

"C'est moi qui le lui ai dit (au président)", aurait-il affirmé, en "off" le 4 octobre en marge d'une interview, selon ses propos rapportés par des journalistes de RFI aux juges. Mais le 10 décembre, devant le juge Herbaut, M. Bajolet ne se

rappelle pas avoir été "aussi affirmatif" car "à sa connaissance", l'interception n'a "jamais existé".

Le haut fonctionnaire concède avoir été "un peu déstabilisé à l'idée de démentir l'ancien chef de l'Etat (...) j'ai bafouillé quelque chose dont je ne me souviens plus trop". Avant de regretter : "j'ai eu l'impression d'avoir été piégé". Le porte-parole de l'association partie civile, Pierre-Yves Schneider, a vivement réagi hier.

"On a le sentiment d'être pris pour des imbéciles. Aujourd'hui, les plus hauts responsables de l'Etat (français) d'alors assènent des pseudo-vérités devant la justice. Plus il leur est demandé de la clarté, plus leurs réponses sont floues".

L'Afrique en bref

• Algérie/Justice. Décès du président du Conseil constitutionnel



Photo : AFP

Le président du Conseil constitutionnel algérien, Mourad Medelci, est décédé hier à Alger, à trois mois de la présidentielle prévue le 18 avril, que l'institution qu'il dirigeait est chargée de valider. Il avait 76 ans.

• Burkina Faso/Attaque. Quatre soldats tués dans le Nord

Au moins quatre soldats burkinabè ont été tués hier dans une attaque contre leur base de Nassoumbou, dans le Nord du Burkina Faso, dans la province du Soum, a-t-on appris de sources sécuritaires, au lendemain d'une attaque qui a fait 10 morts dans la même province.

• Côte d'Ivoire/Politique. Soro va démissionner de la présidence de l'Assemblée

L'ancien chef de la rébellion ivoirienne Guillaume Soro, à qui l'on prête des ambitions présidentielles, démissionnera de son poste de président de l'Assemblée nationale en février, a annoncé le président ivoirien Alassane Ouattara, lors de la cérémonie des vœux à la presse hier.

• RD Congo/Heurts. 4 morts, nouveau bilan d'un manif d'étudiants à Lubumbashi

Trois étudiants et un policier ont été tués dimanche dans une manifestation d'étudiants à l'Université de Lubumbashi (Unilu) dans le sud-est de la République démocratique du Congo, selon un nouveau bilan établi hier par la présidence congolaise alors qu'un ministre et un officier de police sont visés par des enquêtes.

A travers le monde

• Afghanistan/Conflit. L'appel du président Ghani

Le président afghan Ashraf Ghani a appelé hier les talibans à "engager des pourparlers sérieux" avec le gouvernement de Kaboul, après plusieurs jours de négociations à Doha entre le groupe insurgé et des représentants américains.

• France-Egypte/Diplomatie. Macron parle du "respect des libertés" à Sissi

Le président français Emmanuel Macron a estimé hier au Caire devant son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi que la "stabilité" d'un pays allait de pair avec le "respect des libertés".

Etats-Unis/Politique

La moitié des Américains n'ont " pas du tout " confiance en Trump

AFP
Washington/Etats-Unis

Résultat d'un sondage confirmant d'autres tout aussi peu flatteurs pour le président.

A mi-mandat, et au sortir d'un long "shutdown" à l'issue duquel il a été contraint de reculer sur son projet de mur, le président américain Donald Trump est confronté à une série de sondages peu flatteurs. Le dernier en date, réalisé pour ABC News/Washington Post et rendu public

hier, met en lumière la défiance des Américains vis-à-vis de leurs dirigeants politiques, républicains comme démocrates. Mais cette défiance est nettement plus marquée concernant Donald Trump. Près de la moitié des Américains (48%) n'ont "pas du tout confiance" en lui. A titre de comparaison, ce chiffre est de 37% pour Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants.

Les chiffres sont également peu encourageants pour l'ex-magnat de l'immobilier concernant la perception de son action par rapport aux attentes placées en lui lorsqu'il est ar-



Photo : AFP

Comme les précédents, le dernier sondage n'est guère flatteur pour le président Donald Trump.

rivé à la Maison Blanche le 20 janvier 2017.

Ainsi, 50% des Américains s'attendaient à ce qu'il soit performant sur la maîtrise

du déficit mais seuls 33% estiment qu'il l'est effectivement, soit un décalage de 17 points. Sur la santé, le décalage est de 11

points. Au-delà de son action à la Maison Blanche, les Américains jugent sévèrement le 45e président des Etats-Unis : 32% seulement des Américains ont une opinion positive de lui en tant que personne, à deux points du plus bas de Bill Clinton au plus fort de l'affaire Monica Lewinsky. Donald Trump a indiqué à de nombreuses reprises qu'il avait l'intention de briguer un second mandat en 2020. Dans le camp démocrate, les candidats se bousculent pour le défi et les primaires s'annoncent particulièrement ouvertes.